



## Localising Global Gateway

Connecting *Intermediary* cities and *Investing* together for more *Inclusive* and *Innovative* sustainable cities and regions

Brussels 29<sup>th</sup> of November | 1<sup>st</sup> of December 2023



# RAPPORT FINAL

Thank you for joining in person!

Let's RECOGNISE the value of INTERMEDIARY cities



**OPENING SESSION**  
(& CLOSING of the CoR's 158<sup>th</sup> plenary)

Strengthen **PARTNERSHIPS**  
more **INCLUSIVE MULTILATERALISM**

OPTIMISING **DECENTRALISATION** and LRA's  
= Key to meeting **SDG's**

**COOPERATION** is a **PEACE PROJECT**

**MULTILEVEL** governance

Don't leave **anyone** behind

We want **LONG TERM RESPECTFUL** Relationships

**GLOBAL GATEWAY**

LOCALISING - **GLOBAL GATEWAY** - takes **SHAPE** in **CITIES**

The involvement of **COMMUNITIES** is **KEY** for the **SUCCESS** of **GLOBAL GATEWAY**

despite **GLOBAL TURMOILS**

EV & its **PARTNERS** create a **MORE SUSTAINABLE** future

**LRA LEADERS** are on the **FRONTLINE!**

Civil society & **dialogue** platform

Julia URPIAINEN  
EU COMMISSION

Vasco ALVES CORDEIRO  
CoR

Patrick MOLINOZ  
CoR CIVEX

29 NOV - 1 DEC '23  
CITIES & REGIONS  
FOR INTERNATIONAL PARTNERSHIPS 2023 FORUM

GRAPHIC RECORDING by @valerie.illu.story

Telma&co

# SOMMAIRE

Le Global Gateway	4
Partenariats égaux	5
Coopération décentralisée et soutien de l'UE aux Autorités locales et régionales dans les pays partenaires	6
Outils pour territorialiser le Global Gateway	7
Labos en petits groupes	8
Développer Global Gateway au niveau local	8
1. Solutions novatrices pour l'avenir des villes et des régions	9
2. Des villes intermédiaires vivantes	10
3. Gouvernance inclusive et citoyenneté	10
4. Investir au niveau local	11
Réactions aux recommandations	12
Clôture	13
Annexe 1 : Recommandations principales	14



29 Nov - 1 DEC '23

**CITIES & REGIONS**  
FOR INTERNATIONAL PARTNERSHIPS 2023 FORUM

# BIENVENUE

COOPERATION  
with GLOBAL SOUTH



Les co-organisateurs du 8<sup>e</sup> Forum des Villes et Régions pour les partenariats internationaux, le **Comité européen des régions** (CdR) et la **Direction générale du développement et de la coopération** de la Commission européenne (DG INTPA), ont accueilli 258 personnes venant de 71 pays au Forum, qui s'est tenu du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023 dans le bâtiment du CdR à Bruxelles.

Cette édition 2023 du Forum biennal était intitulée « **Territorialiser Global Gateway** ». Il s'agissait de la première édition en présentiel depuis 2019 puisque l'édition 2021 s'était tenue en ligne à cause de la pandémie. Le but de cette édition était d'aider à apporter une **approche territoriale** au programme Global Gateway de l'UE, en abordant la dimension spatiale du développement et l'**autonomisation des Autorités locales et régionales** (ALR) en tant qu'acteurs clés du développement.

Au Forum, des représentants d'environ 160 Autorités locales et régionales (ALR) - des villes, des municipalités, des régions d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, ont été invités à apporter leur expertise et leurs connaissances pour identifier les priorités, les besoins et les défis actuels, ainsi que les solutions possibles et les bonnes pratiques pour le développement durable. Les résultats aideront l'UE à façonner le Global Gateway pour qu'il soit un instrument plus efficace et plus réussi dans les années à venir. Le forum a également donné une occasion unique aux maires et aux fonctionnaires locaux de créer des liens et des réseaux entre eux, en vue de renforcer la coopération décentralisée.

Plus spécifiquement, dans un esprit de co-création, les participants au Forum ont apporté des recommandations concrètes sur quatre thèmes clés : **L'innovation, les villes intermédiaires, l'inclusion et l'investissement**. En d'autres termes, pour les rejoindre, des recommandations pour « Territorialiser Global Gateway », relier les villes intermédiaires et investir ensemble pour avoir plus de villes et de régions durables, inclusives et novatrices ».



# GLOBAL GATEWAY

## GEOGRAPHISED APPROACH to INVESTMENT

URBAN AREAS

ACCESS → INTERNATIONAL MARKETS

SUPPORT SUSTAINABLE projects

**Global Gateway** est la stratégie mondiale de l'UE pour l'investissement dans des projets d'infrastructures durables et la création de partenariats économiques. Il s'agit d'une offre unique basée sur les valeurs, qui promeut les principes de la démocratie, de l'égalité et des droits de l'homme.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a lancé la stratégie Global Gateway en 2021. En 2023, 90 projets phares ont été lancés en Afrique et dans les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ces projets profitent à l'UE et à ses pays partenaires, autonomisent les communautés locales, s'attaquent aux défis mondiaux comme le changement climatique, améliorent la connectivité numérique, promeuvent les transports durables et améliorent la santé, l'éducation et les systèmes de recherche.

Plus précisément, la stratégie Global Gateway et ses projets ont pour but d'apporter une contribution essentielle au programme 2030 et combler les écarts financiers pour concrétiser les objectifs de développement durable (ODD). A l'inverse, les ALR et les Associations des autorités locales (AAL) sont également vitales pour les ODD, étant donné que l'**OECD** estime que 65% des 169 cibles sous-jacentes aux 17 ODD ne pourront être atteints sans un engagement et une coordination appropriés avec les collectivités locales et régionales.

**L'ouverture officielle** du Forum 2023 a eu lieu au Parlement européen.

Jutta Urpilainen (Commissaire pour les partenariats internationaux) a expliqué que :  
« La stratégie Global Gateway d'un budget 300 milliards d'euros propage la double transition verte et numérique au-delà des frontières de l'Europe. Plutôt que de créer des dépendances, la stratégie cultive des **partenariats égaux** et plutôt que des investissements à court terme, elle promeut la **durabilité à long terme** ».



Apostolos Tzitzikostas (Premier Vice-Président du Comité européen des régions) :

« Notre but est contribuer à une **approche territoriale** pour le programme Global Gateway de l'UE, en vue des **partenariats et de la coopération décentralisée** ».

Patrick Molinoz (Président de la CIVEX (Commission de la citoyenneté, de la gouvernance et des affaires institutionnelles et extérieures), CdR) :

« L'implication des ALR est essentielle pour s'assurer que les **investissements** Global Gateway **sont durables et en synergie avec les stratégies de développement locales et les besoins de la population** ».

# PARTENARIATS ÉGAUX



Le débat suivant entre les intervenants élus ou leurs représentants a donné des exemples de la manière dont Global Gateway profite aux communautés du monde entier. Par exemple, un partenariat entre les ALR au Pérou, en France et en Italie, dans les territoires impactés par des événements climatiques extrêmes, a mené à des plans d'adaptation au climat visant à réduire les effets futurs des inondations et des sécheresses. L'infrastructure d'adaptation a été construite au Pérou, tandis que les Européens ont appris les techniques traditionnelles de gestion de l'eau au Pérou.

Un partenariat entre des régions d'Asie du sud-est et des villes européennes aide des villes comme Hue au Vietnam à faire face aux défis posés par le tourisme patrimonial et l'adaptation au changement climatique. Le représentant de la municipalité du Grand Amman a expliqué en quoi l'ARLEM (Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne) jouait un rôle crucial dans l'amélioration de la coopération entre les régions européennes et méditerranéennes pour promouvoir le développement durable, les échanges culturels et la croissance socio-économique, par exemple dans le plan d'action Amman Ville Verte.

Une coopération décentralisée entre Nîmes (France) et Fimela (Sénégal) a mené à des initiatives d'éducation et a permis de donner une nouvelle vie à des bus et à d'autres véhicules encore en bonne condition. Un autre partenariat soutient le développement dans le district autonome d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, en se concentrant sur l'éducation, l'égalité des sexes, et l'eau et l'assainissement ; une des initiatives est un programme de récompense pour encourager les jeunes entrepreneurs émergents. Des partenariats ont été établis entre des villes finlandaises et ukrainiennes pour aborder les impacts du conflit.

Les régions spécialisées dans l'éducation (Lombardie, Italie) et dans les innovations high-tech (Brabant du nord, Pays-Bas) ont fait remarquer que les investissements dans les régions de l'UE avec des compétences spécifiques alimentent les projets Global Gateway, apportant prospérité aux régions du monde entier. D'autres ont souligné le besoin de garder l'inclusion à l'esprit, pour s'assurer que la coopération internationale est guidée par les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la régulation par les droits, la transparence et la démocratie.

*« Ce forum est une excellente occasion pour renforcer la dimension politique de notre partenariat pour le développement avec l'Union européenne et de l'institutionnaliser davantage ».*

Fatimetou Abdel Malick (Maire de Teveragh-Zeina, Mauritanie).

*« Nous remercions l'UE et les partenaires d'avoir eu l'idée visionnaire de territorialiser le programme mondial. Il n'y a pas d'approche universelle pour concrétiser des objectifs. Adopter différentes stratégies comme la localisation permet de surmonter les obstacles culturels à la traduction et à l'adaptation des politiques applicables ».* Florence Namayanja (Maire de Masaka, Ouganda).

# COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET SOUTIEN DE L'UE AUX AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES DANS LES PAYS PARTENAIRES



Les experts clés des institutions européennes et des programmes ont donné des exemples de la manière dont l'UE aide les ALR à atteindre les objectifs de durabilité. Par exemple, le programme des Partenariats pour des villes durables a lancé 57 projets de partenariat entre les villes, jumelant des villes d'Europe à des villes du Sud global pour renforcer la durabilité sociale, environnementale et économique. Une autre initiative récente, la Plateforme de dialogue de la société civile et des autorités locales Global Gateway intègre formellement les organisations de la société civile et les autorités locales à la mise en œuvre Global Gateway dans les pays partenaires.

La **coopération décentralisée** implique un échange de connaissances et d'expertise au niveau infranational. Elle est essentielle aux partenariats entre les villes et les régions adoptant la stratégie Global Gateway; Les principaux obstacles au partenariat entre les villes sont le manque d'autonomie des villes et des régions et leur forte dépendance à l'égard des finances nationales. Lors d'une présentation sur les tendances de la décentralisation, on a clairement exprimé le besoin d'informations actualisées pour suivre les processus de décentralisation et pour établir des canaux de dialogue politique entre les délégations de l'Union européenne et les ALR.

L'UE promeut des échanges entre pairs pour bâtir des villes résistantes, vertes et numériques à travers la coopération décentralisée entre les ALR dans l'UE et les pays tiers. Le Comité européen des régions a déclaré qu'il allait le faire via plusieurs mécanismes : l'ARLEM (Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne) ; l'initiative Libye-Nicosie ; la CORLEAP (Conférence des collectivités régionales et locales des pays du partenariat oriental) ; des Commissions consultatives paritaires et des groupes de travail avec de potentiels pays candidats ; et un groupe de travail spécifique et un pack de soutien pour l'Ukraine. De plus, la Commission européenne a sélectionné 12 corridors stratégiques en Afrique pour l'investissement, afin de favoriser le commerce en facilitant l'échange de biens et de personnes. De nouvelles infrastructures de transport viendront soutenir les villes le long des corridors, en mettant l'accent sur les interconnexions et les villes intermédiaires.

Plusieurs contributions de l'assemblée, par exemple de Montevideo (Uruguay), ont mis en lumière des problèmes de distribution de financement venant des gouvernements centraux et un manque général de transparence. Le représentant de la municipalité de Quilmes en Argentine, ainsi que d'autres personnes, a souligné le rôle vital de la coopération décentralisée parmi les partenaires au niveau infranational, lorsque les gouvernements nationaux ne soutiennent plus des valeurs comme l'inclusion, l'action climatique ou la réalisation des ODD. « Lorsque la diplomatie d'État à État s'effondre, la diplomatie de ville à ville reste inébranlable », a déclaré Claire Hart, de Montpellier (France).

Un représentant de Pemba (Mozambique), en partenariat avec une ville italienne, a expliqué que le succès de leur coopération décentralisée avait influencé des programmes et des politiques de niveau national, l'inverse de ce qui se passe d'ordinaire.

# OUTILS POUR TERRITORIALISER LE GLOBAL GATEWAY



L'UE dispose de deux outils pour faciliter la coopération décentralisée. Le premier, TAlEX (assistance technique et échange d'informations) promeut les échanges entre pairs entre les fonctionnaires publiques. Il aide les administrations publiques dans de nombreux secteurs et, au cours de l'année dernière, a impliqué plus de 3000 praticiens venant des administrations nationales des états membres de l'UE dans des ateliers, des missions d'experts ou des visites d'études. TAlEX associe les demandes de soutien de pays tiers grâce à sa base de données experte. « TAlEX est facile à utiliser et rentable comparé aux assistances techniques habituelles », a déclaré Michelle Delgado Van Demen (DG NEAR).



L'autre outil, TALD (Approche territoriale du développement local) utilise l'**approche territoriale** pour aborder la dimension spatiale du développement, en se concentrant sur les caractéristiques spécifiques d'une région pour permettre à la Délégation de l'UE de soutenir les processus de décentralisation dans les pays tiers.

« TALD est une méthode dynamique et à long terme sur une approche ascendante, multipartite et multisectorielle qui définit des stratégies sur mesure pour un territoire donné », a expliqué Eugène Zapata Garesché (équipe TALD).

L'objectif est de travailler avec des gouvernements infranationaux pour assurer de meilleurs services, la gestion environnementale et le développement économique. Cela est possible en améliorant les systèmes de gestion locaux à travers des politiques nationales qui soutiennent la décentralisation et en augmentant la capacité institutionnelle infranationale. Ces trois dernières années, l'installation TALD a collaboré avec des Délégations de l'UE pour organiser des séminaires de formations et évaluer la viabilité de l'approche territoriale dans des lieux spécifiques.

David Gomez et Fabián Muñoz Tejeda, de l'État de Guanajuato au Mexique, ont partagé leurs connaissances des outils TAlEX et TALD pour développer un cadre de travail de coopération financières pour 24 gouvernements infranationaux au Mexique. Ils ont affirmé que la coopération internationale avait été déterminante au développement d'un schéma de pensions réformées qui est plus proche des citoyens que le modèle précédent.

# LABOS EN PETITS GROUPES



Des participants à 14 sessions en petits groupes ont contribué à des idées sur des sujets liés à l'innovation, aux villes intermédiaires, à l'inclusion et à l'investissement. Ces labos étaient dédiés à des sujets spécifiques dont les villes résilientes grâce à la préparation aux catastrophes ; les villes intelligentes et la planification urbaine durable ; l'énergie durable, la mobilité et les solutions en matière d'eau ; la coopération transfrontalière ; la participation des citoyens, la liberté d'expression et les espaces publics ; l'accès équitable à des services inclusifs ; le financement d'outils disponibles au niveau local pour des investissements urbains durables ; des investissements privés ; et les secteurs de l'éducation, de la culture et de la création pour rendre les villes attractives pour les jeunes. Cinq recommandations sont ressorties de chaque session et ont fait l'objet de 4 sessions parallèles de mutualisation croisée. Elles ont été classées par ordre de priorité et ont été présentées durant la plénière finale.

## DÉVELOPPER GLOBAL GATEWAY AU NIVEAU LOCAL

Espoo (Finlande) a été donné comme exemple pour illustrer la manière dont on peut territorialiser Global Gateway. Markku Markkula (CdR) a déclaré que l'autorité de la ville a développé des indicateurs pour suivre les progrès réalisés vers la durabilité et un projet intitulé Villes pour une gouvernance durable (avec 8 autres villes européennes) utilise des ODD pour stimuler la gouvernance urbaine stratégique. Mais surtout, cela engage les citoyens ; fait gagner du temps et des ressources en partageant des connaissances ; et cela offre aux villes les outils et les investissements nécessaires. Quatre intervenants principaux ont donné des exemples sur les thèmes de l'innovation, des villes intermédiaires, de l'inclusion et de l'investissement, avant les discussions qui ont mené aux recommandations finales.



1

# SOLUTIONS NOVATRICES POUR L'AVENIR DES VILLES ET DES RÉGIONS

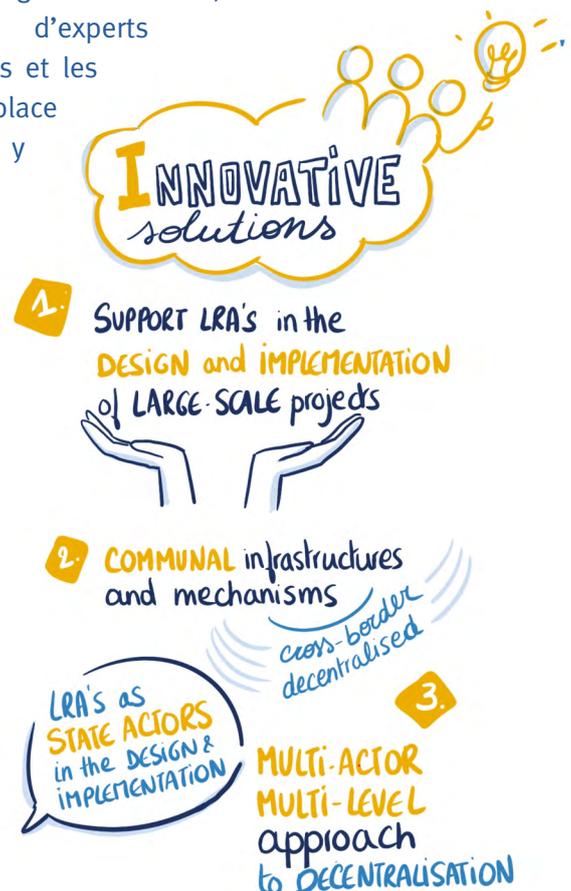
« *L'innovation, ce n'est pas que la technologie* » a déclaré Wanjohi-Opil (World Resources Institute), qui s'est concentré sur l'Afrique où les villes font face à des défis importants mais disposent également d'opportunités grâce aux jeunes populations et au potentiel des solutions novatrices.

En plus de la technologie, elle a déclaré que l'innovation concernait : i) des objectifs interconnectés (les gens, la nature et le climat) ; ii) des solutions transversales qui offrent des avantages multiples ; iii) des solutions centrées sur les citoyens qui relient les communautés locales et les personnes vulnérables ; et iv) la collaboration pour améliorer la capacité à travers des solutions novatrices abordant des objectifs interconnectés. Par exemple, [DigitalTransport4Africa](#) offre un réseau numérique et un centre de ressources pour soutenir et aider à développer des projets de mobilité urbaine en Afrique.

Parmi les **recommandations** (voir Annexe 1) sur les recommandations novatrices pour l'avenir des villes et des régions, on demande d'éviter les approches « routinières », d'être en fait plus novateur et d'impliquer les ALR dans tous les processus de prise de décision et de mise en œuvre. Il a été recommandé de promouvoir la coopération décentralisée et de faciliter le dialogue politique entre les niveaux nationaux et infranationaux pour donner plus de pouvoir aux ALR.

Il faut soutenir les ALR pour les projets à grande échelle, notamment en finançant un groupe d'experts en gestion de projets. De plus, les infrastructures et les mécanismes communaux doivent être mis en place pour soutenir la fourniture de services publics, y compris transfrontaliers.

L'implication systématique des citoyens était vue comme essentielle pour innover dans la gestion des crises et créer des villes résilientes. La coopération décentralisée et les approches multi-acteurs et multi-niveaux sont considérées comme essentielles pour les villes intelligentes et pour les solutions durables en matière d'énergie, de mobilité et d'eau.



## 2

# DES VILLES INTERMÉDIAIRES VIVANTES

Les villes intermédiaires sont généralement des villes de taille moyenne (pas des capitales) qui jouent un rôle important dans les des gens, des marchandises, du capital, des informations et des connaissances, et en reliant les zones urbaines et rurales. Ils jouent un rôle crucial dans le développement urbain régional et national, même s'il peut être négligé par les législateurs. Le développement durable doit œuvrer main dans la main avec l'implication démocratique des citoyens, par exemple, pour créer des offres d'emploi pour les jeunes.

L'État de Sao Paulo a promu la manière dont cet État travaille avec ses villes intermédiaires pour soutenir la création d'emploi et le développement durable. Le représentant de l'Etat de São Paulo a déclaré que sa stratégie était de développer son bouquet d'énergies essentiellement renouvelables, de former sa population avec des cours d'informatique et avec le plus grand centre d'innovation d'Amérique latine, de booster l'économie créative et les secteurs FINTECH, et d'améliorer sa connectivité en investissant dans les infrastructures portuaires, ferroviaires/métropolitaines et éroportuaires, ainsi que dans un réseau de signalisation 5G. Les coalitions régionales d'entreprises, qui structurent, financent et exécutent des projets, ont contribué à accroître l'attractivité économique de la région.

Les **recommandations** pour concrétiser les Villes intermédiaires vivantes (Annexe 1) comprennent l'intégration du programme de décentralisation dans toutes les politiques européennes et dans les programmes de coopération avec les pays partenaires et les régions, la mise en lumière du rôle crucial joué par les villes intermédiaires dans la réalisation des ODD. Un point clé était de créer davantage d'opportunités de financement pour l'éducation, la culture et les industries créatives, par exemple, pour soutenir les activités destinées aux jeunes.

Pour améliorer les services destinés aux communautés des villes intermédiaires, il a été recommandé de soutenir la création d'infrastructures intercommunales, en partenariat avec le secteur privé.

## 3

# GOVERNANCE INCLUSIVE ET CITOYENNETÉ

Le thème de la participation des citoyens pour des réponses inclusives a été abordé en utilisant des expériences sur le terrain de la Fondation pour l'innovation démocratique dans les villes africaines. Elles déploient une gamme d'outils pour promouvoir la démocratie, afin que chaque voix se fasse entendre.

*« Pour aborder une crise mondiale dans la démocratie, il est tout d'abord nécessaire de sensibiliser, en particulier auprès des jeunes et des femmes, et de développer un nouveau discours pour motiver les citoyens à participer davantage. Il est vital de parvenir à une démocratie locale ascendante, proche des communautés ».* Achille Mbembe (Fondation pour l'innovation démocratique).

Parmi les **recommandations** (voir Annexe 1) sur la gouvernance inclusive et la citoyenneté, il y en avait une qui favorisait la culture de la consultation avec les parties prenantes et les ALR concernées pour s'intégrer aux processus de prise de décision à tous les niveaux. Une deuxième recommandation était de mener une évaluation complète des initiatives soutenues du point de vue des droits de l'homme.

Une troisième recommandation était de promouvoir l'utilisation des outils de participation des citoyens dans les programmes Global Gateway, afin que les populations les plus vulnérables puissent avoir une chance de participer. Par conséquent, les boîtes à outils doivent être créées pour favoriser l'inclusion des citoyens.

4

## INVESTING locally

L'objectif de Global Gateway est d'investir en prenant en compte les défis mondiaux les plus importants, tout en s'assurant que ces investissements ont un impact au niveau local et qu'ils sont bien reçus par les communautés locales qu'ils servent. Si l'assistance de développement officielle (ADO) est insuffisante, le secteur privé peut combler l'écart financier nécessaires aux projets d'infrastructure ; les ALR peuvent jouer un rôle important dans la conception et la mise en œuvre des partenariats publics-privés (PPP) au niveau local.

L'investissement au niveau local doit faire en sorte de rendre la vie moins dure en comblant des besoins essentiels, selon Emmanuelle Nasse-Bridier (Fond Mondial Des Villes). Elle a demandé pourquoi autant d'investissement ne répond pas à la demande locale, même si le secteur privé est prêt à investir. Les raisons sont notamment des projets perçus comme non viables et des risques trop élevés, ainsi que le fait que les villes sont considérées comme trop petites ou ont une cote de crédit trop faible. Elle a déclaré que l'étape suivante était de donner un meilleur accès aux outils adéquats : *« Il est préférable de se concentrer sur un petit nombre de projets pour avoir un impact important et instaurer la confiance, puis présenter et commercialiser ces projets pour les rendre attrayants ».*

Les recommandations principales (voir Annexe 1) pour investir au niveau local étaient de développer la stratégie Global Gateway avec les ALR en tant qu'acteurs clés ; et inviter les Délégations de l'UE à travailler avec les ALR dans leur mise en œuvre ainsi qu'avec d'autres experts locaux.

On a souligné le fait que les ALR et leurs agences, comme celles supervisant les transports, les déchets, l'eau et l'énergie, devraient avoir un accès direct au financement pour les investissements liés aux ODD et aux projets axés sur les valeurs, sans intermédiation étatique.

Le lancement et la mise en œuvre de partenariats publics-privés devraient être simplifiés et promus en utilisant une approche centrée sur les gens, et les investisseurs doivent être impliqués plus tôt dans les projets. Pour finir, plus de données au sujet des projets et des partenaires Global Gateway devraient être disponibles à tous les niveaux.



# RÉACTIONS AUX RECOMMANDATIONS



Les représentants de la DG INTPA (Martin Seychell), du CdR (Christophe Rouillon), de la DG REGIO (Peter Berkovitz), de la DG NEAR (Mathieu Bousquet), de la Banque européenne d'investissement (BEI ; Dietrick Zambon) et de l'ONU-HABITAT (Michal Mlynar) ont donné leurs impressions immédiates sur les recommandations



Tout le monde était d'accord pour dire que les recommandations étaient une ressource importante. La DG INTPA et le CdR ont déclaré que les recommandations et le travail effectué pendant le Forum allaient servir de point de référence pour façonner le Global Gateway à l'avenir. Ils se sont tous deux engagés à agir sur les recommandations, comme ce fut le cas pour les précédents forums. Le CdR a ajouté que le Global Gateway était lié à la promotion de valeurs, mais l'UE doit être réaliste et ne pas imposer la loi du plus fort.

Le rôle important du processus de décentralisation a été mis en lumière par la DG INTPA et la DG REGIO pour permettre aux ALR de devenir des agents principaux pour la fourniture de services, et pour que les partenaires puissent exploiter les connaissances et les capacités au niveau infranational. Elles ont toutes deux également mis en lumière les villes intermédiaires, car elles sont des connecteurs et permettent aux régions de fonctionner de manière intégrée ; en s'éloignant de la dichotomie traditionnelle des régions urbaines et rurales (DG REGIO).

La DG NEAR et la BEI étaient toutes deux d'accord pour dire qu'il fallait aller au-delà de la routine habituelle. La DG NEAR a relié les recommandations à ses initiatives, par exemple, les pays du projet Maires pour la croissance économique dans le partenariat oriental, qui vise rendre les villes plus attractives pour les gens et les investissements ; et a cité MEDUSA, une fibre optique de haut niveau pour connecter 500 universités d'Afrique du nord à de nombreuses universités en Europe, comme exemple de programme d'infrastructure de transformation.

Au sujet de l'investissement, la BEI a souligné la manière dont il aidait de nombreuses villes à devenir durables, et à s'adapter au changement climatique, à travers des instruments comme le City Climate Finance Gap Fund. Grâce à de nouveaux partenariats avec une assistance technique et des experts, la BEI travaille également, par exemple, pour restructurer les transports publics à Dakar (Sénégal).

ONU-HABITAT, basé à Nairobi (Kenya), a des programmes dans 92 pays qui se concentrent sur de nombreux problèmes pertinents pour le Global Gateway. Il est impliqué dans la Coalition Local 2030, dont la mission est de territorialiser les ODD, avec l'ouverture d'un bureau à Bilbao (Espagne) à ces fins.

Parmi les enseignements généraux, la réunion en présentiel (pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19) et le travail en tant que partenaires égaux autour des défis identifiés par les participants eux-mêmes ont été considérés comme un facteur clé du succès incontestable du Forum.

# CLÔTURE

300 000  
from 71 countries

MORE than  
160 cities  
and regions

En clôturant le Forum, la DG INTPA et le CdR, en tant que co-organisateur de l'événement, se sont engagés à communiquer les recommandations du Forum au Conseil de Global Gateway et à la plateforme de dialogue de la société civile et des autorités locales de Global Gateway, mais aussi à les utiliser dans leur propre travail et à les diffuser au-delà des participants au Forum par l'intermédiaire des principaux partenaires et parties prenantes, y compris les délégations de l'UE et les Associations d'autorités locales.

« Les ALR ont besoin de leur propre espace pour parler de la coopération et forger des associations internationales. Nous sommes extrêmement fiers qu'un Forum que nous avons organisé de concert avec la Commission a œuvré dans ce sens pendant 14 ans. Cela a permis au CdR d'enrichir le dialogue multilatéral, ce qui a donné des actions concrètes et des recommandations »

Jesus Gamallo Aller (Commission CIVEX, CdR).

« Nous remercions tout le monde pour ces 3 jours de discussions fructueuses. Les recommandations du Forum sont des ressources importantes. Les participants ont donné des conseils, fait part d'idées et d'inspiration pour aider à développer une Communauté de Pratique mondiale sur la manière de mettre en œuvre le Global Gateway et les ODD. Il est également important que chacun d'entre nous diffuse ces recommandations aussi largement que possible ».

Martin Seychell (DG INTPA).



# ANNEXE 1 : RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

## SOLUTIONS NOVATRICES POUR L'AVENIR DES VILLES ET DES RÉGIONS

- **Éviter les approches « routinières » dans la mise en œuvre d'initiatives comme le Global Gateway afin de garantir la durabilité.** Garantir une approche ascendante en intégrant les autorités locales à la prise de décision Global Gateway (=un siège à la table), dont la conception et la mise en œuvre (en tant qu'acteurs publics), et en plaidant pour des réformes structurelles de décentralisation. **Renforcer les démocraties locales inclusives et l'autonomisation des ALR** en promouvant la coopération décentralisée et en facilitant le dialogue politique entre les niveaux nationaux et infranationaux. Promouvoir les partenariats entre les ALR, la société civile et les communautés locales pour favoriser le dialogue sur la consolidation de la paix.
- **Apporter du soutien aux autorités régionales et locales dans la conception et la mise en œuvre de projets à grande échelle,** notamment en finançant un groupe d'experts de gestion de projets que les autorités locales peuvent mobiliser sur demande. Cela améliorerait l'efficacité des ALR et la capacité pour l'innovation.
- **Encourager et développer les infrastructures et mécanismes communaux pour soutenir la fourniture de services publics, y compris transfrontaliers, sur la base d'initiatives décentralisées des ALR qui favorisent l'intégration intrarégionale.** Les autorités régionales et locales sont mieux familiarisées avec les réalités spécifiques de leurs communautés et de leur territoire. Elles occupent une position centrale pour renforcer la compréhension mutuelle grâce à leur expertise sur les questions liées aux frontières, telles que le développement environnemental, social, culturel et économique. Les ALR doivent par conséquent jouer un rôle crucial dans les processus de développement et se lancer dans un dialogue direct avec l'Union européenne.



# ANNEXE 1 : RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

## GOVERNANCE INCLUSIVE ET CITOYENNETÉ

- Encourager et faciliter l'accès direct des ALR, des organisations de la société civile et des citoyens au dialogue Global Gateway aux niveaux européen et local et favoriser une culture de consultation avec les systèmes multipartites avec les ALR pour alimenter les processus de prise de décision à tous les niveaux.
- Procéder à une évaluation complète de toutes les initiatives soutenues du point de vue des droits de l'homme, sur la base de critères tels que l'égalité des sexes, l'inclusion sociale, l'égalité pour la diversité LGBTIQ et le niveau de contribution aux ODD, afin d'améliorer l'égalité d'accès des personnes et des communautés aux services et leur participation dans les sphères sociales, culturelles et démocratiques, y compris dans les processus de prise de décision.
- Promouvoir l'utilisation des outils de participation des citoyens dans les programmes Global Gateway et s'assurer qu'aucun segment de la population ne soit oublié. Les populations les plus vulnérables doivent avoir l'occasion de contribuer aux projets Global Gateway, notamment à travers le développement de capacités ciblées. Nous encourageons la création de boîtes à outils pour stimuler l'inclusion des citoyens.



# ANNEXE 1 : RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

## DES VILLES INTERMÉDIAIRES VIVANTES



- **Intégrer le programme de décentralisation dans toutes les politiques européennes et dans les programmes de coopération avec les pays et les régions partenaires**, en soulignant la pertinence et le rôle cruciaux des villes intermédiaires dans la réalisation des ODD. Lorsqu'elle évalue la réforme de l'administration publique et l'architecture institutionnelle dans les pays partenaires, l'UE doit s'assurer que la législation déléguant des compétences et des pouvoirs, ainsi que la formation au niveau local, sont efficaces.
- **Créer plus d'opportunités de financement pour l'éducation, la culture et les industries créatives en activant une mesure douce de passerelle culturelle éducative accompagnant la stratégie principale de Global Gateway**. Un programme pour soutenir les partenariats orientés vers la jeunesse, le transfert de connaissances et la co-production entre les capitales européennes de la culture et les initiatives des capitales de la culture d'autres continents partenaires menant aux régions environnantes, devrait être par exemple être créé.
- **Encourager et soutenir la création d'infrastructures et de mécanismes intercommunaux pour offrir des services pertinents aux communautés locales en partenariat avec le secteur privé**.

## INVESTIR AU NIVEAU LOCAL

- La **stratégie Global Gateway** doit être développée et mise en œuvre avec les ALR en tant qu'acteurs clés. **Les Délégations de l'UE doivent être invitées à travailler avec les LRG** dans la mise en œuvre du GG et devraient faciliter l'accès à l'expertise locale. **Plus de données au sujet des projets** et des partenaires **Global Gateway** devraient être disponibles à tous les niveaux.
- Les ALR et leurs agences (comme entreprise de transport, des déchets, d'eau et d'énergie) devraient avoir un accès direct au financement pour les investissements liés aux ODD et aux projets axés sur les valeurs, sans intermédiation étatique. Les règles d'application, les processus et les méthodologies devraient être adaptés en conséquence, et des mécanismes plus innovants d'accès aux garanties devraient être fournis pour accéder au financement.
- **Le lancement et la mise en œuvre de partenariats publics-privés devraient être simplifiés et promus à condition d'être développés au sein d'une approche centrée sur les gens. Les investisseurs doivent être impliqués plus tôt dans les projets.**